

Unité départementale de la Côte-d'Or
27, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 17/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Trefilunion

Route de Boncourt
55200 Commercy

Références : 2024-215
Code AIOT : 0005401139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement Trefilunion implanté rue des tréfileries 21400 Sainte-Colombe-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au jugement du 11 avril 2023 prononçant la liquidation de la SAS TREFILUNION. Elle avait pour objet de contrôler le respect des prescriptions définies aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, concernant les obligations relatives à la mise à l'arrêt et la remise en état du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Trefilunion
- rue des tréfileries 21400 Sainte-Colombe-sur-Seine
- Code AIOT : 0005401139
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Sainte Colombe sur Seine produisait des armatures pour le béton précontraint, sous forme de couronnes de fil simplement tréfilé ou de bobines de fil assemblé en torons de 3 à 7 fils, ainsi que des torons gainés au polyéthylène pour haubans de ponts suspendus.

Les bottes de fil machine étaient d'abord décapées à l'acide chlorhydrique, puis phosphatées. Ces opérations se faisaient en trempant les bottes de fil dans des bains contenant une solution d'acide chlorhydrique, puis un mélange d'acide phosphorique et de phosphate de zinc. Après chaque stade se situait une opération de rinçage par aspersion d'eau sous pression ou au trempé, et en fin de ligne une opération de passivation par trempage dans un bain alcalin. La plupart des opérations se faisaient à chaud (40 à 80°C).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sécurité/sûreté
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	ATTES MEMOIR	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Usage futur	Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 512-39-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la mise en sécurité du site n'était pas réalisée et que l'exploitant n'a pas remis le mémoire de réhabilitation, accompagné de l'ATTES MEMOIRE, dans le délai défini à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Le liquidateur a informé l'inspection que des opérations de retrait de certains déchets du site devraient être réalisées fin juin 2024.

Par contre, le liquidateur n'a pas été en mesure de confirmer qu'il disposerait, après les opérations susmentionnées, de fonds suffisants afin de permettre de réaliser l'ensemble des opérations de mise en sécurité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Attestation de mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques accidentels, ATTES SECUR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que l'ensemble des déchets n'était pas encore évacué.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection que les déchets de la décaperie, ainsi que les déchets conditionnés et stockés dans un hangar devraient être évacués à la fin du mois de juin 2024.</p> <p>Non-conformité majeure : Il restera alors dans le cadre des mesures de mise en sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'évacuation des déchets présents dans le silo de chaux vive ;- la mise en sécurité des deux cuves de fuel ;- la gestion des eaux de la station de neutralisation. <p>L'inspection rappelle qu'à l'issue de ces opérations, l'exploitant devra faire attester la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.</p> <p>L'exploitant peut trouver la liste des organismes certifiés suivant l'arrêté MTE du 09/02/2022, pour remettre une ATTES-SECUR sur le site du laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) : https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Usage futur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.</p> <p>II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par un courriel en date du 17 octobre 2023, l'exploitant a transmis la copie du courrier du 13 octobre 2023 adressé à la Mairie de Sainte-Colombe-sur-Seine. Par ce courrier, il notifie la cessation d'activité, que l'usage futur qu'il envisage pour les parcelles du site est de type industriel et il rappelle que le dossier de cessation d'activité avait été transmis le 2 octobre 2023.</p> <p>La société TRIFILUNION, est propriétaire du terrain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en cas de vente de terrain et en application de l'article L. 541-20 du code de l'environnement, il est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.</p> <p>Il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : ATTES MEMOIR

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, Mémoire de réhabilitation
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. [...] Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs
Constats : L'exploitant a notifié la cessation et l'arrêt définitif des activités le 27 avril 2023, en application de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement l'exploitant devait transmettre le mémoire de réhabilitation avant le 27 octobre 2023. NON CONFORMITE MAJEURE : Au jour du présent rapport, l'exploitant n'a pas transmis le mémoire de réhabilitation devant être accompagné par une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois